Géocarrefour

Vol. 85/4 (2010)
Les études d'urbanisme : territoires et usages sociaux des savoirs urbains

Hélène Balazard

La production d'études comme instrument de mobilisation dans le cadre de la campagne pour un « revenu décent londonien » (*London Living Wage*)

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Hélène Balazard, « La production d'études comme instrument de mobilisation dans le cadre de la campagne pour un « revenu décent londonien » (*London Living Wage*) », *Géocarrefour* [En ligne], Vol. 85/4 | 2010, mis en ligne le 05 octobre 2011, consulté le 05 janvier 2014. URL : http://geocarrefour.revues.org/8114

Éditeur : Association des amis de la Revue de Géographie de Lyon
http://geocarrefour.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur : http://geocarrefour.revues.org/8114
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.
© Géocarrefour

Hélène BALAZARD

Université de Lyon
Ecole nationale des travaux publics de l'État
Laboratoire Recherches Interdisciplinaires Ville Espace Société (RIVES)

La production d'études comme instrument de mobilisation dans le cadre de la campagne pour un « revenu décent londonien » (*London Living Wage*)

MOTS CLÉS
Londres, salaire décent, mobilisation, community organizing, pragmatisme, participation politique

RÉSUMÉ
Une récente campagne menée par *London Citizens* - une coalition d'églises, de mosquées, de syndicats, d'écoles et d'autres associations - a mis sur le devant de la scène le problème des travailleurs pauvres de Londres. La production d'études est le pivot de cette campagne pour un revenu décent. C'est plus le processus de réalisation des études, lié aux méthodes du *community organizing*, que leur existence qui permit d'établir l'opportunité et la faisabilité de nouvelles politiques salariales. L'étude urbaine est considérée ici comme instrument de mobilisation. Ses auteurs, ses sujets et ses destinataires deviennent les acteurs de la campagne pour un revenu décent londonien.

KEY WORDS
London, living wage, mobilsation, community organizing, pragmatism, political participation

ABSTRACT
A recent campaign led by London Citizens - a coalition of churches, mosques, trade unions, schools and other associations - brought on the forefront the issue of low paid workers. The production of studies is the linchpin of this campaign for decent wages. It is more the process of making the studies, linked to the methods of community organizing, rather than the end product itself that has established the opportunity and feasibility of new wages policies. The urban study is here considered as a tool for mobilization. Its authors, its subjects and its addressees are the actors of the London Living Wage campaign.

INTRODUCTION

À Londres, une organisation nommée *London Citizens* souhaite créer un réseau de citoyens organisés, informés et compétents qui agissent dans la vie publique de leur ville et sont capables de défier les détenteurs des pouvoirs locaux. Elle emprunte son répertoire d'action au « *community organizing* », qui, dans une acception large, se réfère à un modèle d'organisation locale d'individus et de groupes dans une perspective de changements politiques et sociaux. Une des campagnes menées par cette organisation qui regroupe[1] des églises, des mosquées, des syndicats, des écoles et autres associations s'est emparée du problème des bas salaires. Elle promeut un « revenu décent » auprès des différents employeurs de Londres. La place particulière de la production d'études dans la mobilisation pour cette campagne est l'objet, doublement motivé, de cet article.

D'une part, la production d'études par des associations représente un sujet relativement peu traité dans la sociologie des mouvements sociaux et peu visible aux yeux des observateurs de l'action publique urbaine. De plus, l'enquête est rarement considérée comme instrument de mobilisation.

D'autre part, la réalisation d'études constitue un répertoire d'action inhabituel pour le *community organizing* qui, par ailleurs, est un modèle d'action sociale et de participation politique encore peu exploré en France[2]. Les techniques dites du *community organizing,* développées à l'origine aux États-Unis, peuvent être déclinées à des fins potentiellement contradictoires selon les expériences dans lesquelles elles s'inscrivent. Deux grandes tendances s'observent (Fisher et Shragge, 2007, p. 194) : l'action politique et sociale locale, comme dans le cas de *London Citizens*, et le développement communautaire qui est lié à un ensemble de politiques publiques dans les pays anglo-saxons. L'importation de ces deux versions du *community organizing* au Royaume-Uni s'est faite dans un contexte de déclin de l'engagement civique et de la responsabilité politique des gouvernants. Le « rejet de la politique conventionnelle » et la « crise de la représentation » (Faucher-King, 2010) a incité à la mise en place de nombreux dispositifs de participation à la vie politique. Le gouvernement Blair a ainsi lancé une série de politiques de revitalisation urbaine comme le *New Deal for Communities* qui met l'accent sur la participation de la population. Face aux limites des dispositifs institutionnels (Diamond, 2005, p. 113), des observateurs voient en *London Citizens* une réponse aux « essais ratés » des gouvernements centraux et locaux en vue de raviver la notion de politique locale et de sphère publique auprès des habitants de Londres (Pierson, 2001). L'action publique anglaise en direction des *communities* est d'ailleurs en train d'évoluer, comme l'illustre le concept de *Big Society*, mis en avant par David Cameron, qui fait directement référence aux *community organizers* de *London Citizens* (Derbyshire, 2010). L'analyse de l'instrumentalisation des études dans le cadre de la campagne pour un revenu décent sera donc mise en perspective avec les méthodes et les visées du *community organizing.* Au service de quelle vision de la *community*[3] ont été réalisées ces études et plus généralement cette campagne ? Comment la production d'étude, qui ne fait pas habituellement partie du répertoire du *community organizing*, y a-t-elle été transposée ?

Cet article est une illustration du processus de participation politique qu'offre *London Citizens* aux habitants de Londres à travers un éclairage inédit. De la définition d'un problème public à sa mise à l'agenda politique, la réalisation d'études a été l'instrument des premières mobilisations de la campagne pour un revenu décent. En amont, la

1 - En 2011, *London Citizens* regroupait 160 groupes de la « société civile ». Par principe, un individu ne peut pas être membre.

2 - Jean-François Médard avait pourtant introduit le sujet en France dès 1966 en soutenant sa thèse *L'organisation communautaire aux Etats-Unis. Des techniques d'animation et de participation civique dans les communautés locales*. En 2008, l'élection de Barack Obama, connu pour avoir débuter sa carrière politique en tant que *community organizer*, a cependant permis une certaine médiatisation du *community organizing* en France.

3 - L'emploi du terme « communauté » ne revêt pas la même signification dans tous les cas mais ne se réduit jamais au « communautarisme ethnique » comme c'est souvent le cas en France. Au premier abord, il s'agit de désigner des « formes d'organisation collective qui peuvent reposer sur différents ressorts emboîtés : cultuels, ethniques ou relations de proximité » (Bacqué, 2005, p. 48).

construction du problème des bas salaires au sein de *London Citizens* et la mise en avant d'une solution particulière, le salaire décent, seront examinées. La production d'étude sera ensuite analysée comme instrument de légitimation et surtout de mobilisation. Ses auteurs, ses sujets et ses destinataires deviennent les acteurs de la campagne pour un revenu décent londonien. En rejoignant la théorie pragmatiste de l'enquête de John Dewey, on montrera que l'étude n'enregistre pas d' « une manière neutre et détachée le réel » mais crée du « réel social » et des situations nouvelles qui vont guider les suites de la campagne (Zask, 2005, p. 141). En retour, les besoins de la campagne ont conditionné la méthodologie et le contenu de ces enquêtes. Au final, c'est plus le processus de réalisation des études, *via* la mobilisation d'acteurs et de ressources, que leur existence et leurs conclusions qui permit d'établir l'opportunité et la faisabilité de nouvelles politiques salariales dans la capitale anglaise[4].

LA CONSTRUCTION D'UN PROBLÈME, LES TRAVAILLEURS PAUVRES DE LONDRES, ET LA MISE EN AVANT D'UNE SOLUTION, LE SALAIRE DÉCENT

Au sein de *London Citizens*, la problématisation des futures campagnes est l'affaire d'un processus de participation et de concertation des membres de l'alliance. En amont de la réalisation d'études, c'est la construction du problème des bas salaires qui sera analysée. Sa problématisation fut indissociable de la mise en avant d'une solution.

Le *broad based organizing* et son dispositif participatif de problématisation

London Citizens a été fondée en 1996 par ses trente premiers groupes membres. Jusqu'en 2001, elle était concentrée à l'Est de Londres sous le nom de « *The East London Community Organisation* » (*TELCO*). Elle s'est depuis étendue à l'ensemble du Grand Londres (fig. 1). Afin de rester indépendante du gouvernement, elle est financée pour 10% par ses membres (cotisations allant de £600 à £1800 selon la taille de l'organisation) et pour 90% par des fondations philanthropiques. En 2010 a été créée *Citizens UK* qui englobe *London Citizens* et promeut l'institutionnalisation de la profession de *community organizer* ainsi que la création de nouvelles organisations dans les villes anglaises. L'association met en œuvre les méthodes du *community organizing* (Alinsky, 1971) et plus précisément du *Broad Based organizing* (Chambers, 2003) qui représentent un moyen innovant pour organiser un large nombre et une diversité d'individus autour de leurs intérêts communs sur des problématiques telles que le logement, les salaires, l'emploi, la sécurité ou l'exclusion politique. Saul Alinsky est reconnu comme le père fondateur de la tendance radicale[5] du *community organizing.* Il a fondé à la fin des années 1940 à Chicago l'*Industrial Areas Foundation* (*IAF*) dont *Citizens UK* est devenue partenaire. Il fait appel au « pragmatisme radical » pour justifier l'action du *community organizing* (Alinsky, 1971, p. xxi). Un des objectifs de ce modèle d'action est d'ailleurs de raviver la démocratie (Warren, 2001). Entourés par des *community organizers*, les habitants façonnent leur propre agenda politique et demandent des comptes aux élites économiques et politiques du territoire sur lequel ils s'organisent.

Le travail des employés de *London Citizens* est basé sur la construction de relations avec les habitants membres des 160 groupes de l'alliance. Dans son contrat de travail, il est stipulé qu'un *community organizer* doit effectuer une moyenne hebdomadaire de quinze entretiens en face à face (appelés « *one to one* »). Ces entretiens ne sont ni retranscris ni soumis à une analyse statistique mais ont pour but de construire une relation d'égal à égal avec chacun des membres de l'alliance. Ils permettent aux *community organizers* d'acquérir une connaissance des problèmes auxquels font face les citoyens de leur alliance. L'organisation a également pour but de former des *leaders* dans chaque groupe membre. Ces *leaders* sont encouragés à relayer ce travail de développement de relations au sein de leur institution. Ils sont par exemple invités à organiser des *house meetings*, des réunions dans leur domicile ou sur leur lieu de travail avec des amis, voisins ou collègues. Les leaders et les employés de *London Citizens* imaginent alors des idées de campagne en fonction des intérêts des personnes rencontrées. C'est toujours grâce à ces entretiens et réunions qu'ils peuvent ensuite tester ces idées avec d'autres personnes. Ce processus participatif est finalisé lors d'assemblées annuelles où les institutions membres votent, parmi les idées évaluées, les campagnes à mener dans l'année.

Le problème des travailleurs pauvres et la solution du *Living Wage*

Le vocabulaire de l'organisation distingue les « *problems* » des « *issues*[6] ». Le premier terme fait référence à un problème général, le second à un problème particulier ayant une solution facilement identifiable. De manière pragmatique, les idées de campagne présentées lors des assemblées doivent toujours reposées sur une *issue* (Chambers, 2003, p. 84). Dans le cas étudié, il s'agit de la *Living Wage campaign* et non d'une campagne contre la pauvreté. La construction d'un problème au sein de l'organisation est donc toujours liée à la mise en évidence d'une solution particulière.

A Baltimore, aux Etats-Unis, l'organisation *BUILD*[7] (*Baltimoreans United in Leadership Development*) lance, en 1994, une campagne pour un *Living Wage*. Jonathan Lang, ancien syndicaliste, est

4 - Cet article s'appuie sur un travail de terrain (observation participante, réalisation d'entretiens semi-directifs, consultation d'archives) conduit dans le cadre d'un travail de thèse depuis 2007 au sein de l'organisation *London Citizens*. Les citations en français d'ouvrages de langue anglaise sont issues d'une traduction personnelle de l'auteur.

5 - Opposée à la tendance développementaliste du *community development* (Fisher et Shragge, 2007, p. 194).

6 - Le mot « *issue* » fait partie des faux amis anglais. Il ne signifie pas « issue » mais « sujet », « question » ou « problème ».

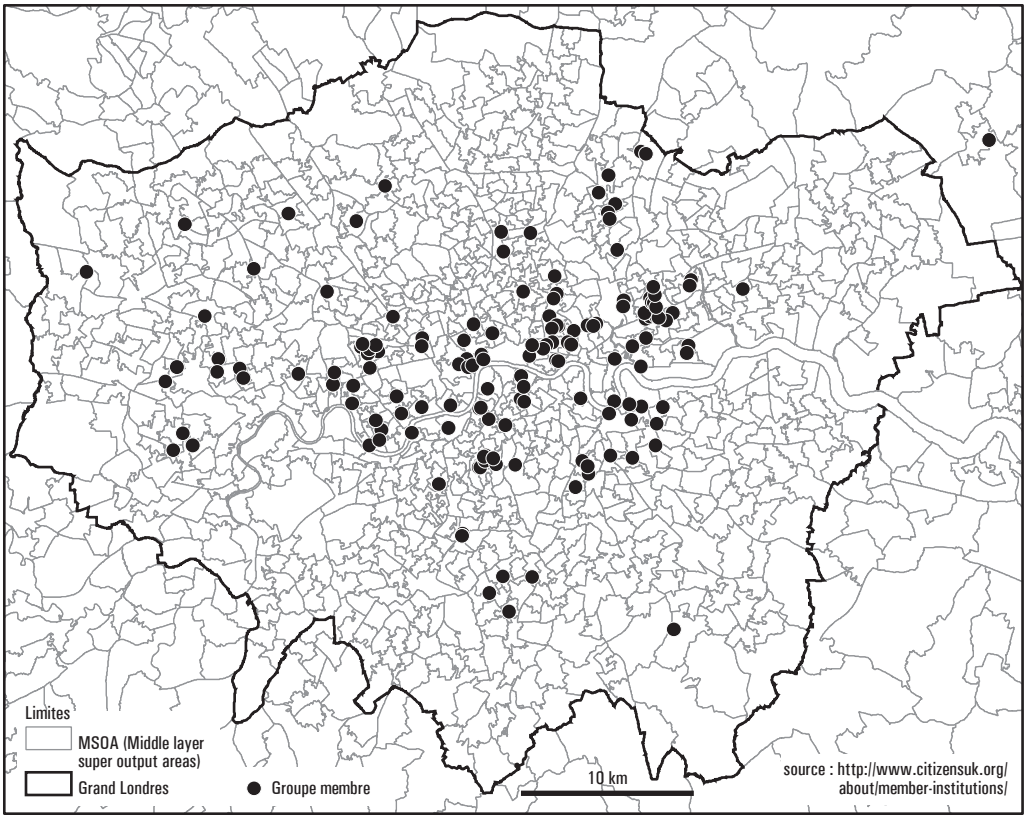

Figure 1 : Les 160 groupes membres de *London Citizens* localisés dans le Grand Londres (janvier 2011) Source : http://www.citizensuk.org/about/member-institutions/

7 - Organisation membre du réseau *Industrial Areas Foundation* (IAF)

8 - « *That to me was the spark of when we kind of get infected with the idea of we'd love to do a Living Wage campaign* » (Catherine Howarth, 31 août 2009)

employé par cette organisation membre de l'*IAF* pour mener cette campagne. Il approche le problème des salaires de manière différente des syndicats. De plus en plus, les employeurs publics et privés ont recours à la sous-traitance pour les emplois à faible qualification. Les syndicats, qui ont l'habitude de traiter avec l'employeur direct, se retrouvent donc dépourvus de stratégies face à ces employeurs « poupées russes ». Les membres de *BUILD* (églises, écoles, travailleurs et syndicats) font alors directement pression sur les entreprises et les pouvoirs locaux et non sur les sous-traitants. Baltimore devint ainsi la première ville à adopter le *Living Wage* (Dreier, 2007, p. 237).

Depuis la création de *London Citizens*, des *community organizers* américains viennent séjourner régulièrement à Londres afin de soutenir la jeune organisation. En 1999, Jonathan Lang assiste à une réunion tenue dans une paroisse de l'*East End*, aux limites même de la *City of London,* le cœur économique de la capitale. Une dizaine de femmes de cette paroisse ainsi que Catherine Howarth, *leader* dans une autre église membre et chercheuse dans un *think tank* progressiste, le *New Policy Institute,* sont présentes. Pour cette dernière, la réunion marque la naissance de l'idée d'une campagne pour un *Living Wage*[8]. La plupart des paroissiens de cette église sont des ouvriers et des femmes de ménage, qui se plaignent de leur bas salaire. Certains doivent cumuler deux ou trois emplois afin de subvenir aux besoins de leur famille. Une discussion au sujet d'un hôtel luxueux en construction dans le quartier est lancée. Les femmes présentes s'inquiètent des emplois qui devaient y être proposés : les habitants du quartier seraient-ils privilégiés ? Quelles seraient les conditions de travail ? Jonathan Lang fait alors part de son travail à Baltimore qui permit d'introduire dans la plupart des grandes entreprises et gouvernements locaux un salaire décent pour tous les employés.

A l'époque, *TELCO* existait depuis seulement trois ans et n'avait à son actif que des campagnes très locales. Il a donc fallu attendre que l'organisation s'étoffe et que l'idée soit soutenue par toutes les institutions membres pour que la campagne soit officiellement lancée. En Novembre 2000, les principaux leaders, dont certains sont administrateurs, se réunissent et abordent le sujet de la pauvreté. L'idée d'une campagne pour un revenu décent fait son chemin. Catherine Howarth se fait recruter par Neil Jameson, le fondateur et directeur de *London Citizens*. Elle commence à rencontrer les employés des hôpitaux et des grandes banques de l'Est de Londres. Dès lors, le problème de la caractérisation précise d'un revenu décent se pose.

LA RÉALISATION D'ÉTUDES, ENTRE PUBLICISATION ET MOBILISATION AUTOUR DE LA CAMPAGNE POUR UN REVENU DÉCENT

Le processus participatif décrit précédemment a donc permis de définir un « bien commun » entre les membres de *London Citizens*. Mais pour mener à terme ses campagnes, l'organisation doit rendre publics les problèmes et surtout les solutions qu'elle propose. Pour cela, elle fabrique tout d'abord minutieusement son propre public afin qu'il représente au mieux la diversité des communautés de Londres. Mais cette entreprise de publicisation exige également une « intense activité d'association et de communication » en dehors de son enceinte pour interpeller l'opinion et les pouvoirs publics (Céfaï, 2008, p. 234). Dans le cas de la campagne pour un revenu décent, la production d'étude va constituer un instrument clé de cette publicisation. Elle va également permettre de mobiliser directement différents acteurs qui pourront participer à des actions collectives pour faire aboutir la campagne. Comment la production d'étude a-t-elle engendré cette double dynamique ?

L'étude comme légitimité scientifique d'une campagne

Une fois le principe de la solution du salaire décent avancé, la question de sa définition précise et de sa crédibilité s'est posée. Pour exceller dans « l'art du faire croire » qui est « capital pour qu'un problème public s'objective » (Céfaï, 2007, p. 499), *London Citizens* va commander une première étude à un groupe de scientifiques.

En 1999, pour la première fois de son histoire, l'Angleterre se dote d'un salaire minimum national. Il est déterminé par le marché et non par les besoins d'un être humain pour reproduire sa force de travail. La *Low Pay Commission* qui fixe ce revenu doit « *faire attention aux effets sur l'économie et sur la compétitivité du Royaume Uni* » (Wills, 2009, p. 38). Ce revenu est relativement plus faible à Londres où le coût de la vie est plus élevé que dans le reste du pays. La capitale anglaise est devenue un des principaux centres financiers mondiaux et le siège de nombreuses multinationales. Saskia Sassen observe dans cette « ville globale » une augmentation sévère des inégalités (Sassen, 2001), due aux nouvelles structurations du marché du travail. La croissance des emplois à haut revenu (finance, conseil, direction) entraîne celle des emplois à très bas salaire (sécurité, propreté, hôtellerie) (Wills *et al.*, 2009).

Début 2001, Catherine Howarth contacte une ancienne collaboratrice[9], Deborah Littman du département de recherche de *UNISON*, puissant syndicat de la fonction publique[10]. Accompagnée de Neil Jameson et de deux leaders de *London Citizens*, ils lui demandent d'envisager que *UNISON* s'allie à la campagne naissante. Ce syndicat s'était battu pour l'instauration du salaire minimum qu'il aurait voulu être un *Living Wage*. De plus, Deborah Littman connaissait bien la campagne américaine. Elle accepte et réussit à obtenir un financement de *UNISON* pour commander au *Family Budget Unit* basé à l'université de York le calcul du *London Living Wage*. Cette structure avait calculé le chiffre utilisé par le syndicat lors de la campagne nationale pour un salaire minimum qui précéda son instauration en 1999. Il fallait donc actualiser le montant pour Londres. Ce premier rapport autour de la campagne pour un *Living Wage* s'intitule *Low Cost But Acceptable. A minimum income standard for households with children in London's East End*[11]. Il utilise la méthode appelée *budget standard* pour calculer le revenu nécessaire à une famille pour se loger, se nourrir, fournir une éducation convenable aux enfants ainsi que payer les impôts et l'assurance maladie. Avec l'aide de *London Citizens*, deux groupes de discussion regroupant des familles de l'*East End* aux revenus modestes ont été organisés. Ce fut l'occasion pour *London Citizens* de commencer à mobiliser ses membres autour de ce sujet.

Ce premier rapport fut publié en avril 2001. *TELCO* profita[12] de l'occasion pour lancer officiellement la campagne pour un revenu décent en réunissant 800 personnes dans un des *halls* historiques de l'*East End*[13]. L'existence d'une étude issue du monde universitaire lui permettait de légitimer cette campagne. La « science » produit en effet « un ordre cognitif et moral, qui apparaît extérieur aux acteurs » (Gusfield, 2008, p. 20) et qui contribue ainsi à rendre un « problème public » (Gusfield, 2008, p. 9).

La première étude autour de la campagne pour un *Living Wage* fut donc un instrument de publicisation. Elle permit notamment d'entamer un processus de « communication » et de « coopération » (Céfaï, 2008, p. 226) autour de la campagne. Le syndicat *UNISON* et le *Family Budget Unit* deviennent ainsi des partenaires de *London Citizens* et les membres de l'organisation commencent à se mobiliser à travers les premières enquêtes et cette assemblée. Cette première étude permet également de fixer ce fameux revenu décent (£ 6,30 au lieu de £ 3,70 pour le revenu minimum). Cela permit de formuler correctement la revendication, étape nécessaire avant de pouvoir passer plus largement encore à l'action.

L'étude pour localiser et mobiliser les travailleurs précaires, conditionnée par les besoins de la campagne

Cette assemblée de lancement en avril 2001 coïncide avec l'entrée en scène d'une importante actrice de la campagne, Jane Wills, une géographe spécialiste du syndicalisme au Royaume-Uni. Travaillant à *Queen Mary, University of London,* qui est basée dans l'Est de Londres non loin du lieu de la future assemblée, elle contacte Catherine Howarth aussitôt après avoir entendu parler de la campagne. Leur collaboration est rapidement scellée par la réalisation d'un deuxième rapport, publié en septembre 2001, intitulé *Mapping Low Pay in East London*[14]. Depuis, ses recherches ont été en grande partie guidées par son implication dans *London Citizens*. Le département de Géographie est même devenu membre de l'organisation et héberge depuis septembre 2010 le premier master en *community organizing* du pays.

Toujours financée par *UNISON* et avec le partenariat du *Family Budget Unit*, Jane Wills coordonne donc cette deuxième étude. Elle a pour but d'identifier les personnes payées en dessous du *Living Wage* calculé par le précédent rapport et se place dans une perspective de recherche-action. La couverture du rapport stipule d'ailleurs qu'il est réalisé dans le cadre de la campagne de *London Citizens*. Un des objectifs de la réalisation de cette étude est de mobiliser ces employés au bas salaire. La mobilisation des premiers chercheurs a donc, en partie, pour but celle des travailleurs précaires. Ils

9 - Elles avaient collaboré dans le cadre du précédent emploi de Catherine Howarth au *New Policy Institute* où elle travaillait sur la pauvreté et l'exclusion sociale.

10 - UNISON est le plus grand syndicat du secteur public du Royaume-Uni et d'Europe avec plus de 1,3 millions de membres. Ses membres sont soit employés directement par la fonction publique soit par des sous-traitants. En 2010, elle enregistre 375 nouveaux membres par jour. (Cf. http://www.unison.org.uk/about/about.asp consulté le 01/02/2011).

11 - « *A bas coût mais acceptable. Une norme pour un salaire minimal pour des foyers avec enfants de l'Est londonien* ».

12 - « *So we were able to give to this launch a sort of status because of the academic research that we've done* ». (Catherine Howarth, 31 août 2009)

13 - L'*East End* (l'Est de Londres) a été le théâtre de nombreuses grèves, émeutes et assemblées d'ouvriers et de femmes s'organisant pour lutter pour leurs droits depuis la fin du 18eme siècle. Neil Jameson aime situer l'action de *TELCO* dans la continuité de l'histoire politique et sociale de ce quartier populaire et raviver la tradition des assemblées (Jameson, 2010).

14 - « Cartographie des bas salaires dans l'Est de Londres »

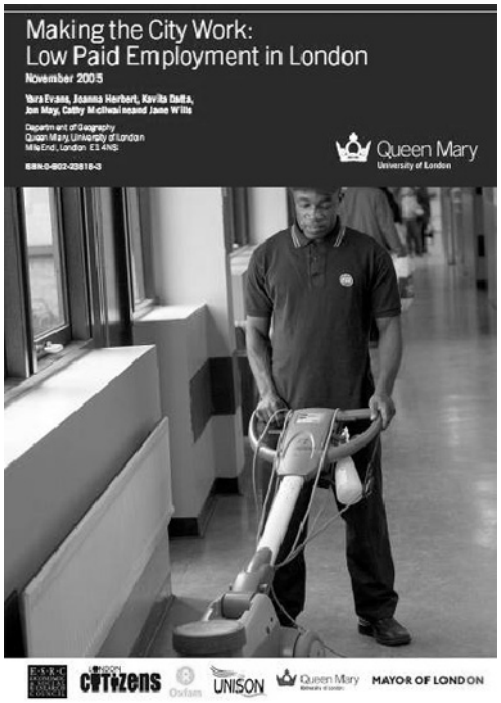

Figure 2 : La couverture du rapport *Making The City Work : Low Paid Employment in London*

pourront ainsi témoigner afin de mieux publiciser la campagne et être mobilisés pour les futures négociations avec les employeurs.
« *Pour nous, il s'agissait d'organiser les travailleurs. Trouver quelles sont leurs histoires, ce qu'il se passe*[15]» (Deborah Littman 27 août 2009).

Cette étude permet de créer et localiser une nouvelle catégorie d'action sociale : « les travailleurs au bas salaire ». Ce sont les employés dont le salaire est inférieur au *Living Wage*. La définition de cette catégorie est déterminée par les besoins de la campagne. Ainsi, l'identification des travailleurs précaires n'a lieu que dans des secteurs clés où, pour des raisons éthiques et budgétaires, il était plus vraisemblable que la campagne aboutisse rapidement.
« *On a décidé de choisir des cas des secteurs public et privé représentant des cibles stratégiques. Ce n'était pas un terrain aléatoire. Le secteur public parce que c'est dans son devoir de se préoccuper de la santé ou du bienêtre de la population ou de réduire la pauvreté... On a aussi choisi un cas du secteur privé à Canary Wharf parce c'est un investissement public qui a permis à ce quartier d'être un succès avec l'implantation de plusieurs sièges de grandes sociétés. On savait qu'elles auraient de quoi payer*[16]» (Jane Wills, 15 septembre 2009).

En effet, *London Citizens* doit maintenir un espoir constant pour fidéliser ses membres. Plus l'organisation remporte des gains, plus les personnes se mobiliseront et resteront mobilisées. Elle doit également fournir, annuellement, des preuves tangibles de son action bénéfique aux fonds caritatifs qui la financent (Balazard, 2008, p. 92). Des campagnes comme celle pour un revenu décent sont ainsi très utiles car ses résultats sont facilement quantifiables (le nombre de bénéficiaires et le montant de l'augmentation). Mais le contrôle annuel impose des gains rapides et réguliers. Par ailleurs, les employés du secteur public sont de potentiels futurs membres pour *UNISON* qui finance ce rapport.

L'étude comme dispositif d'inter-objectivation, la mobilisation des enquêteurs et enquêtés

Cette deuxième étude instrumentée par les besoins de la campagne permit également de mobiliser les travailleurs pauvres, les enquêteurs ainsi que le public de l'organisation en « provoquant des points de rencontre et de coopération entre des personnes appartenant à des groupes sociaux différents » (Zask, 2005, p. 141).

Cette « inter-objectivation » est le fruit d'un travail de terrain reprenant les méthodes du *community organizing*.
« *Il ne s'agissait pas simplement de préparer des données chiffrées, en fait il s'agissait également de préparer les gens. Cela impliquait des « one to one », de parler à des communautés, de développer des relations... Ça a forcé les gens à sortir et à parler à des travailleurs et à se rendre compte de ce qu'ils gagnaient vraiment et on en a ressorti des histoires qui ont rendu les gens en colère*[17]» (Catherine Howarth, 31 août 2009).

L'enquête de terrain est conduite par 19 personnes, des étudiants de *Queen Mary* comme des membres des communautés de *London Citizens*. Ils arpentent de nuit les couloirs des hôpitaux, des métros et des banques afin de rencontrer des travailleurs sans passer par le canal des employeurs. Les enquêteurs nouent des relations une à une tout en recueillant des données quant aux conditions de travail des employés. Cela permet d'aller au-delà de la simple création d'une nouvelle catégorie sociale. Il s'agit de faire en sorte que les individus prennent conscience de cette spécificité de leur condition et réagissent. Lors du lancement de la campagne en avril 2001[18], des travailleurs précaires ont déjà été identifiés et peuvent venir témoigner sur scène. En retour, les enquêteurs vont se mobiliser au delà de leur travail de terrain, en participant aux réunions sur la stratégie de la campagne et aux diverses actions collectives en direction des employeurs. La rédaction de ce rapport a permis de publiciser cette précarité et a contribué à créer un mouvement de solidarité autour de cette cause.

Au final, la production de cette étude a été vécue comme un dispositif d' « inter-objectivation » par les différents acteurs concernés. D'une part, en associant les enquêtés à un processus de découverte, l'étude leur permet de reconnaître « leurs conditions de vie d'une manière qui leur apporte plus de liberté et d'opportunités d'action ». D'autre part, une telle enquête conduit les enquêteurs à « assumer la responsabilité des effets qu'ils produisent en faisant irruption dans la vie d'étrangers » (Zask, 2005, p. 158).
« *Nos recherches font ressortir des problèmes d'ordre moral. Il y a une sorte de devoir de s'y attaquer*[19] » (Jane Wills, 15.09.09)

15 - « *The action for us is about organising workers. Finding out what are their stories, what's going on.* »

16 - « *We decided to take public and private sector case studies which could be strategic targets. It was not random field work. The public sector was chosen because its duty is to preserve the health of the population or to foster well being or to tackle poverty. (...) And we also picked private sector cases at Canary Wharf because there was major public investment to make that site a success and there were a lot of big corporate headquarters, and we knew they could pay for it.* »

17 - « *It wasn't just to prepare the figures, it was to prepare the people as well actually. It involved one to one, it involved talking to communities, it involved relationship development. (...) It forced people to go out and talk to workers and find out what they were really earning and we got stories out and it made people feel angry.* »

18 - Le rapport final fut ensuite publié en septembre 2001, soit 5 mois après la publication de la première étude et le lancement de la campagne.

Un travail de terrain qui conditionne les suites de la campagne : les questions de la sous-traitance et des travailleurs immigrés

Si le terrain d'étude et les méthodes ont été conditionnés en grande partie par les besoins de *London Citizens*, certains aspects de la campagne ont, à l'inverse, été déterminés par les résultats des recherches.

Environ 100 employés ont été interrogés pour cette deuxième étude. Tous étaient employés par des sous-traitants. Jane Wills décide alors de se spécialiser dans l'économie de la sous-traitance. Elle découvre que tous les effectifs de sous-traitance en nettoyage, restauration et sécurité sont payés entre le salaire minimum et le salaire décent à Londres. La majorité des techniciens de surface interrogés travaillent d'ailleurs pour la même multinationale de nettoyage. Ce lien entre ces employés des hôpitaux, des banques, des universités et des transports en commun n'avait jamais été fait auparavant. La méthode syndicale d'organisation au sein d'une unité de travail est mise à mal par cet interlocuteur qui n'est pas le client final du travail effectué. Ces résultats vont guider le futur de la campagne qui va, dans un premier temps, se focaliser sur les grandes multinationales de la sous-traitance et les entreprises clientes.

Jane Wills remarque également que la plupart des citoyens concernés par la précarité au travail sont des immigrés. Elle souhaite alors approfondir ce constat. Une troisième étude intitulée *Making The City Work : Low Paid Employment in London*[20] (fig. 2) est alors conduite et publiée en 2005. Soutenue par un programme national de recherche ainsi que par la mairie de Londres qui vient d'adhérer à la campagne, cette recherche est plus approfondie et scientifiquement légitime que la précédente. Toujours ancrée dans un processus de recherche-action, les 341 entretiens réalisés commencent systématiquement par la présentation de la campagne. Il en ressort que 90 % des employés précaires interrogés de manière aléatoire sont des migrants et 50% ont immigré dans les cinq dernières années. C'est ainsi que fut soulignée la prédominance d'immigrés, souvent illégaux, dans les secteurs les plus précaires du marché du travail londonien. Cette troisième étude a abouti au lancement d'une autre campagne, complémentaire à celle du *Living Wage*, intitulée *Strangers into Citizens*[21]. Elle vise à demander au gouvernement une régularisation des travailleurs immigrés illégaux.

Ce processus de recherche-action a donc bénéficié à l'organisation et ce à plusieurs titres. En utilisant comme méthodologie le *community organizing*, il a permis de mobiliser les membres de l'organisation et les travailleurs précaires. De nouvelles alliances avec des syndicats et universités furent scellées. Les études produites ont également justifié et publicisé la campagne en l'inscrivant dans une rationalité à la fois scientifique, car produite en université, et humaniste, car illustrée par des témoignages. La campagne fut également précisée par l'identification du montant du salaire décent et des cibles, les multinationales de la sous-traitance. Cette recherche a également permis de révéler d'autres problèmes liés à cette campagne, qu'il était pertinent de traiter en parallèle. Enfin, la production d'études et l'enrôlement de chercheurs va permettre la documentation de la campagne et l'archivage des actions de l'organisation (Wills, 2009). En un sens, la production d'études sur les travailleurs précaires fut le pivot des débuts de la campagne pour un *Living Wage*. « *Je n'ai jamais vraiment senti de séparation entre la production des rapports et la campagne*[22] ».

On peut d'ailleurs se demander si les employés de *London Citizens* n'ont pas instrumentalisé dès le départ la production d'études afin de mobiliser des chercheurs et étudiants autour de l'organisation de la campagne. Lors d'une autre campagne pour la construction de logements abordables, ce fut le cas. Une stagiaire fut recrutée pour réaliser une étude sur les besoins concernant un certain type de logement, les *Community Land Trust*. La production finale intéressait moins l'organisation que son travail sur le terrain auprès des familles mal logées. On lui demanda en effet d'organiser avec ces personnes des réunions afin de préparer une action d'envergure pour faire pression sur le maire de Londres tandis que le rapport ne fut presque jamais mis en avant (Balazard, 2007, p. 16). C'est donc la question de la finalité d'une étude qui est aussi posée. *London Citizens*, en recourant aux méthodes du *community organizing* pour enquêter, accroît, en tout cas déplace, l'utilité du processus de réalisation des études.

DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE AUX ARGUMENTS ÉCONOMIQUES, LA MOBILISATION DES PREMIERS *LIVING WAGE EMPLOYERS*

Le processus de recherche-action, caractéristique de la production des trois premières études, a été un moyen de publicisation et de mobilisation pour la campagne. Il a permis de calculer le *Living Wage*, de le rendre visible comme une solution au problème de la pauvreté. Il a créé et mobilisé cette nouvelle catégorie de salarié gagnant entre le revenu minimum et le « revenu décent ». La seconde phase de production d'études, sans doute moins cruciale pour la réussite de la campagne, va néanmoins permettre de mobiliser un nouveau type d'acteur, les premiers employeurs à avoir accepté de payer ce revenu décent.

La création d'une nouvelle catégorie d'employeur : « les employeurs à revenus décents »

Comme le souligne Joseph Gusfield, « *les pro-*

19 - « *Our findings raise moral issues. There is a sort of duty almost to respond* ».

20 - « Faire fonctionner la ville : les emplois mal payés à Londres ».

21 - « D'étrangers à Citoyens ».

22 - « *I never saw a separation really between doing the reports and the campaign* ». (Catherine Howarth, 31 août 2009).

Figure 3 : *The business case for the living wage: the story of the cleaning service at Queen Mary, university of London.*

blèmes ne sont jamais résolus dans la sphère scientifique, ils sont affaire de valeur » (Céfaï et Trom, 2003, p. 78). Le *Broad Based Organizing* considère que le marché a pris une trop grande importance dans la répartition des pouvoirs. Un de ses buts serait de faire en sorte que la société civile responsabilise le marché (Chambers, 2003, p. 63). La rhétorique déployée pour convaincre les employeurs va ainsi se situer, dans un premier temps, sur le registre de la responsabilité sociale. Il y a un siècle, les philanthropes Mark Oldroyd et Benjamin Seebohm Rowntree, tous deux riches industriels à qui l'on doit la première utilisation de la notion de *Living Wage*, se préoccupaient de la grande misère dans laquelle vivait les ouvriers du 19ème siècle (Wills, 2009, p. 34). *London Citizens* cherche à encourager certaines entreprises et services publics à en faire autant. Stephen O'Brien, alors président d'un groupe de pression d'entreprises de Londres (*London First*), explique que c'est l'argument moral de responsabilité sociale qui devrait convaincre les entreprises à payer un salaire décent.
« *Le Living Wage Employer Award est une nouvelle marque bien anticipée de responsabilité sociale des entreprises. Un nombre croissant de grandes entreprises font maintenant partie de ces employeurs décents et les JO de 2012 à Londres seront les premiers JO* Living Wage[23].

Cette « éthique » est souvent liée à une recherche de valorisation, ou de non détérioration, d'une image de marque. La réussite de la campagne auprès d'HSBC illustre bien l'importance de cette rationalité morale. Dans un premier temps, la banque ignora les revendications de *London Citizens* jusqu'au jour où des prêtres et des bonnes sœurs interrompirent l'assemblée des actionnaires. Les valeurs religieuses interpelèrent le PDG qui accepta finalement d'inviter l'organisation à la table des négociations (Ivereigh, 2010, p. 96).
« *On a gagné ces campagnes dans le secteur bancaire sans avoir à produire un gros rapports ; c'est plus l'agitation et la menace autour de la réputation qui ont servi de levier*[24] » (Deborah Littman 27 août 2009).

Ponctuellement, des enquêtes ont été menées pour récolter des témoignages et des informations sur les conditions dans lesquelles vivaient et travaillaient les employés précaires dans chaque entreprise. Les données recueillies ont plus servi à mobiliser les travailleurs et notamment leur témoignage en vue de la médiatisation et des négociations qu'à alimenter des rapports.

Pour récompenser la responsabilisation sociale des employeurs, *London Citizens* leur remet la médaille de l' « employeur aux salaires décents » (*Living Wage Employer Award*). Elle prend ainsi le rôle d'aiguillon social pour les grandes compagnies de la capitale.

La mobilisation de ces employeurs militants

« Pas d'alliés ni d'ennemis permanents » (Chambers, 2003, p. 84). Cette maxime du *community organizing* chère à Saul Alinsky, reprise par son disciple Edward T. Chambers[25], correspond à la situation de ces chefs d'entreprises ayant finalement accepté, à la suite d'une situation conflictuelle, de payer le *Living Wage*.

Comme avec les travailleurs précaires, on retrouve ici la double dynamique de construction-mobilisation d'une catégorie sociale avec les *Living Wage employers*. La campagne a eu besoin d'arguments économiques pour convaincre les entreprises qui ne cédaient pas à une argumentation morale. Des études sont alors produites pour justifier économiquement le recours au « salaire décent ». Elles mobilisent alors les « employeurs décents ». C'est le cas d'un rapport, publié en février 2009, mesurant l'impact du succès de la campagne au sein de l'université Queen Mary[26] : « *The business case for the Living Wage: the story of the cleaning service at Queen Mary*[27] » (fig. 3). 71% des employés de l'université déclarent approuver le changement de contrat pour une question de justice sociale et d'amélioration de la qualité du ménage. L'argument du coût avancé par les opposants au *Living Wage* est nuancé par cette étude qui montre qu'il n'y a qu'une faible différence dans le budget que l'université consacre au nettoyage, passé de £ 2 119 000 pour l'année 2006/2007 à £ 2 197 000 pour l'année 2008/2009. Les techniciens de surface signalent une nette amélioration de leurs conditions de travail que ce soit au sujet du salaire, des congés, de leur supervision, de leur possibilité d'évolution de carrière ou de leurs relations avec les autres employés de l'université. Ainsi, chaque campagne réalisée va permettre de nourrir des études sur ses effets positifs qui permettront d'enrichir l'argumentation des suivantes.

Les arguments économiques, comme la baisse du *turnover* et de l'absentéisme et l'augmentation de la productivité et du professionnalisme, a depuis été repris par de nombreux et influents *Living Wage employers*[28]. Le maire de Londres, Boris

23 - « *The Living Wage Employer Award is a new and much anticipated mark of socially responsible business practice. A growing number of high profile organisations are now part of the Living Wage Employer group and London 2012 is set to be the first ever Living Wage Olympics* » cf. http://www.livingwageemployer.org.uk/ (accédé le 10/03/2010).

24 - « *We won those campaigns in the banking industry without having to produce a big report; they were much more done on the agitation and the reputation stuff.* » (Deborah Littman, 27 août 2009).

25 - Edward T. Chambers a repris la direction de l'Industrial Areas Foundation à la mort de Saul Alinsky en 1972. Il est connu comme l'architecte de l' « IAF moderne » (Warren, 2001, p. 47) et pour avoir théorisé le *Broad Based Organizing* (Chambers, 2003).

26 - L'université a même décidé d'arrêter de recourir à un sous-traitant et de devenir employeur direct.

27 - « Les bienfaits économiques du *Living Wage* : L'histoire du service de nettoyage de l'Université *Queen Mary* ».

28 - « *We have found that paying the Living Wage is a smart business move as increasing wages has reduced staff turnover and absenteeism, whilst productivity and professionalism has subsequently increased*. » Guy Stallard - KPMG Europe. Cf : http://www.fairpaynetwork.org/?page=case_for_business (consulté le 30/01/2011)

Figure 4 : Différence entre le *National Minimum Wage* et le *London Living Wage* (en livres sterling)
* établi par la commission gouvernementale pour les bas salaires (*Low Pay Commission*) (http://www.lowpay.gov.uk)
** calculé par la Greater London Authority depuis 2005 (http://www.london.gov.uk/mayor/economic_unit/workstreams/living-wage.jsp)

Année	NMW*	LLW**	Différence
2001	3,70	6,30	2,60
2003	4,5	6,40	1,90
2004	4,85	6,50	1,65
2005	5,05	6,70	1,65
2006	5,35	7,05	1,70
2007	5,52	7,20	1,68
2008	5,73	7,45	1,72

Johnson, déclarait ainsi dans un communiqué du 22 mai 2009 : « *Un salaire décent londonien n'est pas simplement moralement juste mais il a également un sens commercial. En effet tout commerce a besoin de travailleurs motivés et volontaires pour les faire exister*[29]. »

L'EXTERNALISATION DES ÉTUDES : LA CAMPAGNE DE *LONDON CITIZENS* EST DEVENUE « AUTONOME »

Après deux phases de production d'études, l'une pour mobiliser les travailleurs précaires, les membres de l'association et de nouveaux partenaires, l'autre pour mobiliser les « employeurs décents », la campagne a atteint son rythme de croisière. Elle compte une centaine d'« employeurs aux salaires décents » dont des services publics comme la mairie du Grand Londres (*Greater London Authority*), certaines mairies d'arrondissement et le ministère des enfants, des écoles et de la famille. En mai 2010, sa publicisation a atteint une étape supplémentaire avec la déclaration du premier ministre David Cameron, pour qui le *Living Wage* est « une idée dont le temps est venu »[30]. Il a alors promis, avec Nick Clegg, le vice premier ministre, d'étudier la possibilité d'adopter le « salaire décent » comme rémunération minimale des fonctionnaires. Au même moment, l'ex premier ministre, Gordon Brown, alors candidat à sa réélection, déclarait qu'il appliquerait le *Living Wage* au sein du gouvernement s'il était réélu.

London Citizens n'a donc plus besoin des instruments que représentaient les études pour l'aider à mobiliser. D'autres rapports ont cependant été publiés dans le cadre de la campagne mais ils ne seront plus produits ou coproduits par *London Citizens.* Un des gains de la campagne a d'ailleurs été la création d'une unité au sein de la mairie du Grand Londres qui publie, depuis 2004, un rapport annuel mettant à jour le montant du *Living Wage* (fig. 4). Par ailleurs, le département de géographie de *Queen Mary* s'oriente vers d'autres études, accompagnant les nouvelles campagnes, mais continue également ses recherches autour du *Living Wage*. Fin 2009, *London Citizens* a obtenu un financement important de la part du *Trust For London*[31] pour étendre la campagne. Cette fondation va également financer le département de Jane Wills pour mener une recherche comparative sur les effets à long terme du *Living Wage*.

CONCLUSION : L'ENQUÊTE PRAGMATIQUE AU SERVICE DU *COMMUNITY ORGANIZING*

A l'instar des nombreuses études urbaines œuvrant à « mieux connaître une société complexe aux fins d'y mieux vivre » (Prochasson, 2004, p. 7), les *community organizers* de *London Citizens*, en relation quotidienne avec les habitants de Londres, développent une connaissance approfondie des conditions de vie et des injustices vécues dans cette ville globale. Mais la formalisation de cette connaissance est souvent vue comme une perte de temps, la priorité étant donnée à l'action (Chambers, 2003, p. 84). Cependant, pour certaines campagnes, le besoin de données quantitatives ou de catégories d'analyse se fait ressentir et des enquêtes sont produites. C'est alors plus le processus de réalisation des études, *via* la mobilisation d'acteurs et de ressources, que leurs conclusions, qui permet d'établir l'opportunité et la faisabilité des campagnes.

C'est ainsi que la production d'études sur les travailleurs précaires fut l'instrument principal des débuts de la campagne pour un revenu décent. Ces enquêtes sont le fruit de véritables « recherche-action » mobilisant les membres et les employés de *London Citizens*, de nouveaux partenaires (chercheurs, syndicalistes) et les enquêtés. Elles ont été instrumentées pour correspondre aux stratégies de mobilisation du *community organizing.* La réalisation des différents rapports et l'évolution de cette campagne ont été interdépendantes. Les phénomènes sociaux ne peuvent en effet « être compris qu'en fonction des fins auxquelles ils sont susceptibles d'aboutir ». Ces fins ayant été elles-mêmes déterminées dans et par le processus des enquêtes que l'on peut ainsi qualifier de « pragmatiques » pour reprendre les termes de John Dewey (Karsenti, Quéré, 2004, p. 15).

Ces enquêtes sont un point de rencontre entre un dispositif cognitif et un projet politique correspondant aux visées du *community organizing.* Le pivot de l'utilisation de l'étude comme outil de mobilisation est la construction de deux nouvelles catégories sociales, les travailleurs payés en-dessous d'un revenu qualifié de « décent » et les employeurs payant au minimum ce revenu. La connaissance ainsi acquise est relative à une vision particulière de la société. L'action des *community organizations*, tel *London Citizens*, est justifiée par le constat d'une décomposition des liens sociaux qu'elles souhaitent recréer afin, notamment, de faciliter la participation des citoyens à la vie publique (Orr, 2007, p. 4). En étant payés suffisamment, les individus peuvent se consacrer à la vie de leur famille, de leur communauté et de leur ville, cela notamment grâce aux dispositifs mis en place par ces organisations. De même, la création d'un label « employeur décent » et sa future institutionnalisation[32], outre le fait d'inciter les dirigeants d'entreprise à une certaine éthique sociale, permettrait à *London Citizens* de s'assurer un revenu.

BIBLIOGRAPHIE

ALINSKY S., 1971, *Rules for radicals: a practical primer for realistic radicals,* New York, Vintage Books ed.

29 - « *A London Living Wage is not just morally right but it makes commercial sense as all businesses need good, willing and motivated workers to support them* ». Cf : http://www.mayorwatch.co.uk/london-living-wage-increase-confirmed/20097795 (consulté le 30 janvier 2011)

30 - « *An idea whose time has come* » a déclaré David Cameron lors de l'assemblée pré-électorale organisée par *Citizens UK*, le 3 mai 2010.

31 - Cf. http://www.trustforlondon.org.uk/special-initiatives/london-living-wage/ (consulté le 14 février 2011).

32 - La création de la *Living Wage Foundation*.

BACQUE M.-H., 2005, Associations « communautaires » et gestion de la pauvreté, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 160, n° 5, p. 46-65.

BALAZARD H., 2007, *La mise en place d'un nouveau modèle de logement abordable en réponse à la crise du logement à Londres,* rapport de stage de mise en situation professionnelle, Ecole nationale des travaux publics de l'Etat.

BALAZARD H., 2008, *Stratégies de mobilisation et de légitimation de l'association London Citizens. Une participation originale à la gouvernance urbaine*, mémoire de master recherche, Université de Lyon.

CEFAÏ D., 2008, Postface. La fabrique des problèmes publics. Boire ou conduire, il faut choisir !, *La culture des problèmes publics : L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, J. Gusfield, Economica.

CEFAÏ D., 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? : Les théories de l'action collective*, Paris, Editions La Découverte.

CEFAÏ D. et TROM D., 2003, Entretien avec Joseph GUSFIELD, « Action collective et problèmes publics » , *Les sens du public: Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, p. 63-78.

CHAMBERS E., 2003, *Roots for radicals : organizing for power, action, and justice*, New York, Continuum.

DERBYSHIRE J., 2010, « David Cameron's big idea », *New Statesman*. Adresse : http://www.newstatesman.com/blogs/the-staggers/2010/03/cameron-blond-big-society [consulté le 7 février 2011].

DIAMOND J., 2005, Revitalisation urbaine et participation communautaire. Les leçons de l'expérience britannique, *in* BACQUE M., REY H. et SINTOMER Y. (éd.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte.

DREIER P., 2007, Community Organizing for what? Progressive Politics and Movement Building in America, *in* ORR M. (ed.), *Transforming the City: Community Organizing and the Challenge of Political Change*, Lawrence, University Press of Kansas.

FAUCHER-KING F., 2010, La crise de la représentation en Grande-Bretagne, *La Vie des idées*. Adresse : http://www.laviedesidees.fr/La-crise-de-la-representation-en.html [consulté le 7 Février 2011].

FISHER R. et SHRAGGE E., 2007, Contextualizing community organizing, *in* ORR M. (ed.), *Transforming the City: Community Organizing the Challenge of Political Change*, Lawrence, University Press of Kansas.

GUSFIELD J., 2008, *La culture des problèmes publics : L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica.

IVEREIGH A., 2010, *Faithful Citizens: A Practical Guide to Catholic Social Teaching and Community Organising*, Darton, Longman and Todd.

JAMESON N., 2010, People can play their part in the governance of the nation, *The Guardian.* Adresse : http://www.guardian.co.uk/society/2010/mar/24/communities-policy [consulté le 25 Février 2011].

KARSENTI B., QUERE J.-L. (dir), 2004, *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, en collaboration avec Louis Quéré, Paris, éd. EHESS, coll. Raisons Pratiques, 350 p.

ORR M., 2007, Community Organizing and the Changing Ecology of Civic Engagement, *in* ORR M. (ed.), *Transforming the City: Community Organizing and the Challenge of Political Change,* Lawrence, University Press of Kansas.

PIERSON J., 2001, Rebuilding Communities : Common Problems and Approaches, *in* PIERSON J. et SMITH J. (ed.), *Rebuilding Community: Policy and Practice in Urban Regeneration*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

PROCHASSON C., 2004, L'enquêteur, le savant et le démocrate, *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, vol. n° 22, n° 1, p. 7-14.

SASSEN S., 2001 (2 éd.), *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press.

WARREN M. R., 2001, *Dry bones rattling: community building to revitalize American democracy*, Princeton, Princeton University Press.

WILLS J., 2009, The Living Wage, *Soundings*, n°42, p. 33-46.

WILLS J. *et al.*, 2009, *Global Cities at Work: New Migrant Divisions of Labour,* London, Pluto Press.

ZASK J., 2005, L'enquête sociale comme inter-objectivation, *in* KARSENTI B. et QUERE L. (éd.), *La croyance et l'enquête : Aux sources du pragmatisme*, Raisons pratiques, Paris, EHESS.

Adresse de l'auteur

Ecole nationale des travaux publics de l'État
Laboratoire Recherches Interdisciplinaires Ville Espace Société (RIVES)
Rue Maurice Audin
F- 69518 Vaulx-en-Velin Cedex
FRANCE
helene.balazard@entpe.fr